LES PAYSANS CONTRE LE RÈGIME

Il y a du changement au village ; les paysans ne sont plus excatement tels que l'on se plaît à se l'imaginer parfois : des particularistes repliés sur eux-mêmes, incapables de saisir une situation d'ensemble. Le pouvoir l'apprend à ses dépens, les organisations traditionenlles à leur stupéfaction.

I. — Un réveil progressiste de la paysannerie

Lorsque l'on a à porter un jugement sur des actions paysannes, il faut savoir s'il ne s'agit pas d'un mouvement réactionnaire. Le critère c'est l'intérêt de la classe ouvrière. Les revendications paysannes actuelles ne sont pas opposées aux intérêts des travailleurs des villes. Sans doute les paysans parlent de la revalorisation des prix de vente, mais il s'agit avant tout des prix de vente à la production et non pas des prix de vente à la consommation. Il y a un souci évident, et tout à fait justifié de concilier l'intérêt des producteurs et des consommateurs. Les paysans dans leur ensemble demandent l'assainissement des circuits de distribution, l'organisation des marchés, l'aide de l'Etat, etc. Ces revendications ne sont pas égoïstes, ni particularistes, et révèlent un degré de politisation assez élevé.

Il est vrai que les dorgéristes sont présents dans le mou vement et qu'ils font des efforts pour l'entraîner dans une direction fasciste. Mais leurs efforts sont vains. Il est vrai aussi que les dirigeants de la puissante Confédération Générale de l'Agriculture est dirigée par de gros paysans ou des hobereaux qui ne touchent jamais la bêche ou les manivelles du tracteur. Mais dans l'ensemble, ni les fascistes, ni les paysans aux mains blanches ne dirigent effectivement le mouvement et ne parviennent à le faire dévier.

Au contraire on signale des manifestations de solidarité effective entre paysans et travailleurs des villes comme à Saint-Nazaire, à Blois, à Clermont-Ferrand, dans le Pas-de-Calais

---

L'ORGANE « VERITE LIBERTE » NOUS ENVOIE LE COMMUNIQUE SUIVANT :

Au moment où nous mettions sous presse, nous parvenait la nouvelle de l'arrestation, à Marseille, pour aide au F.L.N., de notre ami Robert Bonnaud.

En avril 1957, la revue « Esprit » publiait sous la signature de Robert Bonnaud, professeur agrégé d'histoire, un témoignage intitulé « La paix des Nementchas ». Rappelé en Algérie en 1956, Robert Bonnaud décrivait ce qu'il avait vu, il était le premier à le faire, sous sa signature et sa responsabilité. D'autres sont venus, qui suivirent, en partie grâce à lui, le même chemin. Avant et après ce témoignage, Robert Bonnaud a été et reste un militant anticolonialiste convaincu et actif, animé, pour citer ses propres paroles, « d'une espèce de fidélité têtue à nos propres valeurs, par nous-mêmes niées, qu'on nous excusera de ne pas appeler trahison ».

Nous l'assurons de notre amitié et de notre soutien fraternel. Aucun d'entre nous ne se sentira en liberté tant que des hommes comme Robert Bonaud resteront en prison.

⁂ **V. L.**

Le Parti Communiste internationaliste s'associe pleinement à l'hommage rendu à Robert Bonnaud, et l'assure de notre solidarité fraternelle.

II. — La situation de l'agriculture française et la politique du gouvernement

Les causes de ces manifestations sont bien connues. C'est une crise, répète-t-on partout, des excédents agricoles. Les paysans n'arrivent plus à écouler leurs produits, les cours baissent, s'effondrent même dans certains cas. La chute touche, évidemment beaucoup plus les petits que les gros paysans ou à plus forte raison, les gros agrariens et les gros producteurs de blé ou de betteraves.

Les paysans sont d'autant plus irrités que les gouvernements les avaient appelés à augmenter la production. Pour ce faire ils se sont endettés en achetant des tracteurs à crédit. Le nombre des tracteurs en France est passé, par rapport à l'avant-guerre de 7.000 à plus de trois cent mille. Mais combien sont payés ? Il faut rembourser les traites, se procurer des engrais, du matériel agricole dont les prix augmentent dans des proportions considérables. Toutes déductions faites, on cite de nombreux cas où les petits exploitants n'ont gagné en fin de mois que quelques dizaines de milliers de francs (de 40.000 à 50.000 frs). Le revenu de l'agriculture par tête en France se situe autour de 300.000 frs par an ; le revenu moyen des citadins se situe, par contre, autour de 800.000 frs. La comparaison est éloquente.

On avait promis aux agriculteurs un élargissement du marché intérieur et une augmentation des exportations dans le cadre du Marché Commun. Aucune de ces prévisions ne se sont réalisées. On peut facilement échanger des machines-outils, des pièces de moteurs, voire des chaussures ou des robes d'un pays à l'autre, mais l'échange de produits agricoles est plus difficile. Les consommateurs ont contracté des habitudes sur lesquelles il n'est pas facile de les faire revenir.

Quant au marché intérieur, le pouvoir d'achat des travailleurs des villes ayant sensiblement diminué depuis 1957, les paysans travaillent pour les stocks... que ne veut pas constituer le gouvernement.

De propos délibéré, le gouvernement poursuit une politique d'élimination de la petite propriété paysanne. D'ici 1960, au terme des projets gouvernementaux, le nombre des exploitations devra avoir diminué de presque trois cent mille.

Ce sera la reconversion forcée, en prolétaires de l'industrie, de plusieurs centaines de milliers de ruraux. Avec ce projet, le gouvernement et les grands capitalistes qui inspirent sa politique font coup double. Inquiets du plein emploi, ne pouvant ainsi faire baisser le prix de vente de la force de travail, ils pensent, en augmentant dans des proportions considérables le nombre des demandes d'emploi sur le marché du travail, amener à composition les prolétaires, les rendre plus sages, plus modérés en cas de recession.

Le gouvernement veut accroître la concentration dans l'agriculture comme dans l'industrie et la V^e^ République n'est que le moyen politique pour mener à terme avec le maximum d'efficacité, cette opération du grand capital.

III. — Les principales organisations agricoles et les actions paysannes

Il y a incontestablement un poujadisme paysan, de nature plus ou moins fasciste. Le souvenir de Dorgères n'est, hélas pas mort, avec ses fourches pour emblème. On a signalé, ici et là, des tentatives de l'extrême-droite d'utiliser la protestation paysanne, en Bretagne notamment, particulièrement dans le département de l'Ille-et-Viaine.

Mais ces particularités locales contre lesquelles il faut lutter à boulets rouges ne sont que des phénomènes isolés.